

PROJETS

PROJEKTEN

PROJECTS

PROYECTOS

## La spécialisation régionale, moteur du cycle de développement au Burundi

D.W. Bergen\*

### Résumé

*L'enclavement du Burundi, son manque de ressources et sa pression démographique très importante obligent le pays à rentabiliser au maximum les terres disponibles en fonction des potentiels régionaux: une spécialisation régionale planifiée s'impose.*

*La spécialisation régionale, ses conditions d'implantation sont analysées vu les types de productions agricoles.*

*Les complémentarités entre les régions, devraient entraîner une augmentation des échanges, facilitant la monétarisation du milieu rural. Dans ces circonstances la spécialisation régionale peut induire un cycle de développement nouveau construit sur la commercialisation des produits voire leurs transformations.*

### Summary

*The isolation of Burundi, its lack of natural resources and its high demographic pressure force the country to maximise the output of the arable land available while considering regional potentials. A well-planned regional specialization seems therefore necessary.*

*In this paper, the significance and the purpose of regional specialization was assessed. Possible conditions for the introduction of the system were analyzed and an attempt was made to assess the potential of different agricultural production schemes as subjects for regional agricultural specialization.*

*As a consequence of regional specialization, increased complementary production among regions (i.e. increased dissimilarity among them) should stimulate exchange (i.e. commercial activity) offering readier usage of money in the rural environment. In these circumstances regional specialization might induce development for which commercializing of agricultural products seems essential and mandatory. Regional specialization however should coincide with regional agricultural specialization at its transformation level.*

1. Au Burundi, onze régions naturelles sont référées essentiellement sur base de critères pédologiques, climatologiques, géographiques et démographiques. Les différences régionales permettent des productions tropicales et tempérées originales au niveau national. Du fait de l'enclavement du pays au centre de l'Afrique, de son manque de ressources et de sa pression démographique importante (1) une exploitation efficace des potentiels régionaux s'impose en fonction des aptitudes et des opportunités. Dans cette optique, le gouvernement du Burundi aimerait entamer une spécialisation régionale planifiée, centrée nécessairement sur le secteur agricole dont dépend l'existence de 96% de la population.

2. Cette spécialisation régionale doit permettre une autosuffisance nationale sur le plan alimentaire et ultérieurement pour d'autres produits. Elle doit permettre aussi, grâce aux cultures d'exportation, de se procurer les devises indispensables pour importer les biens et les services nécessaires. Une conséquence importante de la spécialisation agricole sera le développement d'une complémentarité plus appropriée entre les régions, lesquelles, pour échanger devront ménager des relations qui iront en s'amplifiant.

3. Dans le milieu rural du Burundi, il existe en général un équilibre alimentaire remarquable. Une spécialisation régionale ne peut entraîner la rupture de cet équilibre car il ne faut pas susciter de problèmes nouveaux. Par contre, la spécialisation régionale doit permettre de rentabiliser au maximum les terres disponibles après avoir exploité celles nécessaires au maintien de cet équilibre alimentaire chez les paysans. Cette rentabilisation procurerait d'office un surplus commercialisable. Bien qu'il existe une suffisance alimentaire au niveau national, la qualité de l'alimentation peut encore être notablement améliorée (lipides, protéines animales, carotènes, ...).

\* Institut des Sciences Agronomiques du Burundi (I.S.A.B.U.) Département de Socio-économie rurale. B P 795 — Bujumbura-Burundi

(1) 154 habitants au km<sup>2</sup>.

4. Afin de réaliser une production en fonction des aptitudes régionales des conditions s'imposent.

4.1. Elle n'est possible que si l'on arrive à arrêter ou à réduire la parcellisation qui augmente les centres de décision et diminue la taille des exploitations.

Il existe au Burundi un système d'exploitation extrêmement atomisé. Celui-ci multiplie les propriétés et rend difficile la planification rationnelle de l'utilisation des terres. L'exploitation prédominante est de type familial qui évolue très souvent en jardinage dans les régions à croissance démographique rapide. Ce phénomène tend à se généraliser dans certaines régions à forte population. Les dimensions des exploitations sont telles qu'il est impossible d'organiser un mode de production agricole rationnel, même avec les moyens humains et techniques disponibles. En effet, en respectant les structures de propriété en place, il est difficile d'envisager une production planifiée qui touche des terres dispersées et sur lesquelles sont implantées des cultures très différentes. Il est possible que, si des mesures adéquates ne sont prises à temps, les efforts consentis pour augmenter la production donneront des résultats inférieurs aux moyens mis en œuvre! La parcellisation ne peut être étudiée indépendamment du régime foncier en vigueur.

4.2. Elle n'est possible qu'au niveau des surplus (surplus vivriers et cultures industrielles), dans une société basée sur l'autosubsistance et l'autosuffisance au niveau de la famille et du rugo (1) Il est important de définir ce qu'on entend par surplus: c'est la quantité de récolte que le paysan est disposé à dégager de sa production d'ensemble négociable. Au niveau des cultures industrielles la presque totalité est commercialisée sans difficulté. Au niveau de la production vivrière, le paysan dégagera les excès de ce qu'il estime être ses besoins. Souvent, il acceptera de vendre une partie plus importante si l'espace et/ou les moyens nécessaires, à la conservation lui font défaut.

Souvent aussi, le paysan libérera une partie de ses stocks pour satisfaire à des besoins occasionnels ou imprévus. Dans la situation actuelle le paysan se trouve dans un système essentiellement non-monnaire et partant il va toujours essayer de garantir son autosuffisance avant de se lancer dans un quelconque programme.

4.3. La commercialisation est relativement bien organisée et aisée. L'exploitant seul ne peut ni organiser des circuits de distribution adéquats ni lutter efficacement contre les pratiques spéculatives ou frauduleuses. Il a besoin d'un appui, non seulement, au niveau de l'organisation de la commercialisation mais aussi au niveau du contrôle des prix et des poids. Il est prouvé que le milieu rural répond souvent favorablement à des incitations économiques. Il est néanmoins nécessaire d'agir avec prudence et d'éliminer les erreurs éventuelles. En effet, il devient très difficile de regagner la confiance des paysans déçus. Il est important que la demande pour un produit — indépendamment d'une spécialisation régionale éventuelle — se traduise par un prix permettant une mise en valeur convenable du travail du producteur.

Des facteurs tendant à faciliter la commercialisation des produits sont, entre autres, la proximité des centres de consommation et/ou de transformation: tels les marchés, coopératives, projets, organisations de commercialisation, commerçants, etc...

4.4. Il s'agit de monétariser le milieu rural: le paysan n'a intérêt à vendre des produits agricoles que si l'argent qu'il reçoit lui permet d'acheter des biens ou des services dont il a besoin ou qu'il désire se procurer. Pour cette raison il est indispensable de fournir aux paysans des opportunités de «monnayer» leur argent de façon utile.

5. Il est par ailleurs important de déterminer les produits à spécialiser.

5.1. Cultures vivrières.

A cause de la nature même de la plupart de ces produits (volumineux, prix bas par unité de poids, ...), le coût élevé du transport et l'état du réseau routier, les perspectives d'une spécialisation régionale sont limitées. Les flux ne seront économiques que sur des distances relativement courtes.

Dans une société d'autosubsistance et/ou autosuffisance, les besoins en vivres sont généralement couverts par la famille même, sans que des échanges importants soient nécessaires. Une spécialisation est donc réalisable dans ce cas précis, au niveau des cultures vivrières.

Promouvoir cette solution exige d'une part, une demande importante et, d'autre part, un pouvoir d'achat minimal. La spécialisation est nécessaire au niveau de l'approvisionnement des centres urbains tout en se rendant compte que l'urbanisation au Burundi est très limitée. (2) Il n'y a donc pas de surplus; il en résulte que les prix sont figés. La situation est légèrement différente pour les vivres dites «Culture de rente» (3).

Une transformation des vivres dans la région de production peut parfois être économique car certaines opérations ne le sont pas comme telles. En ajoutant de la valeur, par unité de poids, on rentabilise le transport.

(1) habitation traditionnelle

(2) Bujumbura, Gitega, Ngozi, Rumonge.

(3) Par exemple, le riz

Exemple : farine de manioc. Actuellement, il existe peu de potentiel pour l'exportation des vivres.

Conclusion : la demande d'un surplus étant limitée pour l'instant, les possibilités d'une spécialisation régionale le sont donc aussi.

## 5.2. Cultures maraîchères

Les légumes sont pour la plupart onéreux et de nature périssable. Ils sont surtout consommés par les classes aisées de la population, résidant principalement dans les centres urbains. A l'intérieur du pays le surplus de la production maraîchère est très faible. A cause des conditions climatiques une spécialisation régionale s'impose afin d'atteindre des rendements raisonnables. En même temps, on constate une demande limitée au niveau national.

Une transformation de légumes sur place (séchage par exemple) pourrait ouvrir les portes à l'exportation. Une étude des débouchés potentiels devrait être entreprise. La transformation de légumes demande des investissements, et rentabiliser l'opération implique des débouchés garantis, aussi à l'heure actuelle il y a lieu de se contenter du marché national.

Conclusions : la spécialisation est possible et s'impose. La demande est limitée mais elle est croissante. Les possibilités d'exportation se limitent pour l'instant à des flux occasionnels de légumes frais vers les pays limitrophes.

## 5.3. Cultures fruitières

Certains fruits sont produits presque partout au Burundi. Seuls certains peuvent faire l'objet d'échanges interrégionaux importants, les agrumes par exemple. Actuellement, le marché existe à peine. Une transformation (jus de fruits, confiture) peut stimuler ce secteur économique et même créer des possibilités d'exportation.

Conclusions : la spécialisation est possible bien que la demande soit très limitée au niveau national. La transformation peut ouvrir des possibilités à l'exportation. Les cas échéants, la production et la commercialisation devraient être organisées.

## 5.4. Niveau des cultures destinées à l'exportation ou à la substitution des importations.

Ces cultures permettent d'obtenir des devises, d'en épargner. Elles comprennent la majorité des cultures de rente produites au pays. Elles sont impératives et très importantes pour un pays comme le Burundi actuellement pauvre en ressources naturelles et qui par sa situation géographique rend coûteux les biens et services élémentaires dont il ne dispose pas. Cet enclavement accroît encore la difficulté de la rentabilisation des exportations.

Une production de cultures de rente n'est pas contradictoire avec une production d'autosubsistance; elle permet aux familles de se procurer les ressources nécessaires pour leurs besoins croissants de biens de consommation qu'elles sont incapables de produire. En même temps, l'organisation de la commercialisation au départ des paysans est normalement beaucoup plus facile à réaliser pour des cultures de rente, rassemblées par des organismes parastataux ou par des coopératives, à un prix minimum souvent fixé par le Gouvernement: coton, café Robusta, café Arabica, quinquina, thé, canne à sucre, peaux, ... La liste des cultures d'exportation n'est pas limitative mais les opportunités sont à explorer en fonction des débouchés. En tout cas, il est très important que le Burundi réduise sa dépendance économique. En effet, si les matières premières représentent  $\pm 98\%$  des exportations (en valeur) du Burundi, le café marchand vaut  $\pm 91\%$  dont  $\pm 9/10$  par le café Arabica (en tonnes).

Parmi les cultures destinées à réduire les importations (froment par exemple) on peut inclure aussi les cultures susceptibles d'améliorer l'équilibre de l'alimentation. Au Burundi, ceci doit principalement être traduit par une augmentation de la consommation de lipides, que l'on trouve dans l'huile de palme, l'arachide et le poisson (Lac Tanganyika). Moins importants sont l'huile de coton (chère), le tournesol (peu cultivé) et le soja (peu aimé). L'ensemble de ces cultures est potentiellement développé au niveau national. En vue d'améliorer la qualité de l'alimentation, il est logique à notre avis de saturer d'abord le marché national avant de penser à l'exportation à grande échelle.

Il est urgent et important d'envisager les possibilités de nouvelles cultures de rente, toujours avec le souci de diversifier et de réaliser une meilleure utilisation des ressources disponibles. Exemples: tabac, sisal, plantes à parfum, plantes médicinales, plantes à épices, simarouba glauca, fleurs, ...

Conclusions : la spécialisation régionale est obligatoire afin d'accéder à des rendements élevés. La demande est surtout fonction du marché mondial et des accords bilatéraux. L'introduction de cultures de rente dans les

différentes régions permet de monétariser le milieu rural, ce qui devrait conduire à une augmentation de la production en fonction des besoins ruraux toujours croissants; ceux-ci créés, la transformation de matières premières au Burundi s'impose là où il est économiquement motivable de la faire pour accroître la plus-value afin d'obtenir le maximum de devises. Certaines cultures ont, à moyen terme, une vocation nationale en raison de leur nature propre et peuvent aider à améliorer la qualité de l'alimentation. Le potentiel des nouvelles cultures est à explorer d'urgence mais il est très important d'éviter de trop pousser les cultures d'exportation au détriment des cultures vivrières, vu la fragilité de l'équilibre alimentaire de la population.

### 5.5. Le cheptel.

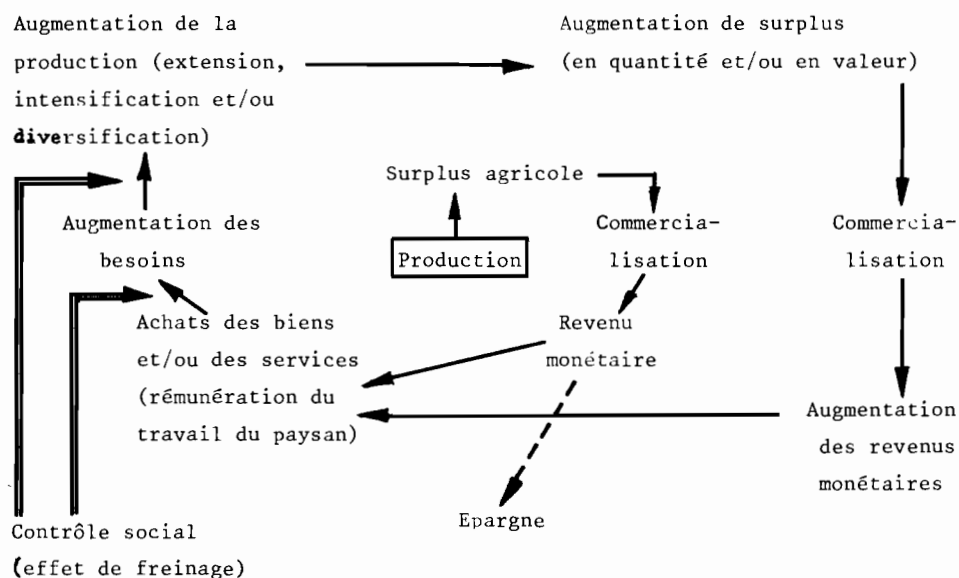
Ici, le bétail représente un cas spécial. A ce niveau, c'est la consommation qui est à encourager plutôt que la production. En effet, le surpâturage cause une accélération de l'érosion du sol, à peu près partout au Burundi. Une commercialisation plus importante du bétail permettrait une commercialisation plus grande de peaux (exportation) qui est toujours une source importante de devises. Elle permet aussi de déstocker de manière sélective afin d'augmenter la qualité et la quantité des produits dérivés: viande, lait, ... La consommation de viande est actuellement en hausse.

Conclusions: une spécialisation limitée est possible dans les régions d'élevage comme dans l'Imbo, le Mugamba, le Bututsi, ... Il est inopportun de stimuler une augmentation du cheptel mais plutôt une amélioration et une plus grande diversification des produits dérivés (rendements).

6. La spécialisation entraînera inévitablement une augmentation des échanges interrégionaux. Il est nécessaire de réaliser l'importance de la capacité de transport moyen indispensable pour écouler les surplus agricoles.

La structure même du milieu rural, ou un contrôle social souvent assez fort, permet certes un progrès de la masse, mais endigue celui de l'individu. L'augmentation des revenus est par conséquent canalisée vers une amélioration de l'habitat et du bien-être du paysan, les produits «de luxe» n'étant acceptés qu'au fur et à mesure du possible. Dans ces circonstances, le paysan peut se retrouver dans un cycle qui entraînera son développement et celui de son pays.

### Schéma: Cycle de développement agricole



Les conditions préalables pour que le paysan puisse donc entrer dans le cycle extérieur (de développement) sont les suivantes.

1. le paysan doit produire un surplus;
2. il doit pouvoir vendre ce surplus;
3. la vente du surplus doit être bénéfique pour permettre au paysan l'acquisition de certains biens et/ou services;
4. les biens et/ou services que le paysan acquiert doivent être disponibles en milieu rural,
5. le contrôle social du milieu rural doit permettre (au fur et à mesure probablement) la satisfaction des besoins croissants des paysans et conduisant par conséquent à une augmentation de la production.

Ce développement n'est ni exponentiel ni non plus illimité, évidemment ce type de développement est lié à plusieurs facteurs, tels: la disponibilité des terres, la qualité des sols, le climat, le déficit alimentaire à combler, les possibilités d'exportation, les coûts de la commercialisation, etc. Il fournit au paysan une possibilité réelle d'échapper au cycle de la pauvreté, par l'épargne pour lequel des facilités doivent être mises à sa disposition de façon à l'y intéresser, et par la monétarisation du milieu rural contribuer à l'amélioration des conditions de vie du paysan.

7. La spécialisation régionale et le cycle de développement reposent sur la commercialisation des produits agricoles. Il est impératif, par conséquent, d'élaborer des systèmes appropriés de commercialisation pour atténuer les contraintes car l'augmentation des activités commerciales fait apparaître des opportunités nouvelles pour le développement.

8. La nécessité de se concentrer sur le secteur agricole ne doit pas faire oublier que ce pays a certainement aussi une vocation forestière et industrielle ne fut-ce que du fait du relief, de l'enclavement du pays, de la main-d'œuvre relativement économique et de la densité élevée de la population avec comme corollaire une disponibilité de main d'œuvre.

9. La spécificité régionale des productions agricoles doit s'accompagner d'une spécialisation régionale pour leur transformation. «L'installation d'unités agro-industrielles» à l'intérieur du pays et en fonction des aptitudes culturelles régionales, devrait faciliter la rentabilisation des activités de commercialisation. Elle absorberait une partie de la main d'œuvre disponible et augmenterait le revenu en milieu rural, condition nécessaire pour améliorer les conditions de vie.

*D.W. Bergen — Belge Ir. Agr. Rijksuniversiteit te Gent. Coopérant spécialiste en économie et sociologie rurale*

Quelques données socio-économiques concernant le Burundi

	Référence	Année/	68	73	75	78	79	80
Superficie totale en 10 <sup>3</sup> ha	1		2 783	2 783		2 783		
Superficie des terres en 10 <sup>3</sup> ha	1		2 565	2 565		2 565		
Superficie des terres arables en 10 <sup>3</sup> ha	1		888	1 050		1 090		
Population en 10 <sup>3</sup> habitants								
Totale	1				3 934	4 256	4 383	
Active	1				1 950	2 062	2 107	
Agricole	1				3 352	3 571	3 658	
Agricole active	1				1 661	1 730	1 759	
Importation de céréales								
En quantité en 10 <sup>3</sup> MT	2					1 449	1 578	1 813
En 10 <sup>3</sup> US \$	2					454	525	684
Production céréalière								
En superficie cultivée en 10 <sup>3</sup> ha	1					282	283	
Rendements en kg/ha	1					1 039	1 039	
Production en 10 <sup>3</sup> MT	1					293	294	
Produit national brut								
En 10 <sup>6</sup> US \$	3						760	830
Par habitant en US \$	3						190	200
Taux de croissance entre 1970 et 1979								
De la population;	2.2	3						
Du PNB par habitant;	1.5	3						

Références: Annuaire de la FAO de la production 1979 (1)  
 Annuaire de la FAO du commerce 1980 (2)  
 World Bank Atlas 1981 (3)